



Echos de la

MONUSCO



Fidèle Sarassoro :

“En 2012, si nous obtenons les financements nécessaires, nous permettrons, entre autres, à 550 000 enfants (congolais), d’aller à l’école...”

■ **Reportage**
Début, au Sud-Kivu,
de l’opération “Amani
Kamilifu”

■ **Gros plan**
Un partenariat agissant
entre le Bureau Genre
et la femme congolaise



Besoins humanitaires : une source de grande préoccupation



Sommaire

Photo MONUSCO/Myriam Asmani



Fidèle Sarassoro, Représentant spécial adjoint du Secrétaire général de l'ONU pour la RDC

3 Nouvelles

Publication d'un nouveau plan d'action humanitaire pour la RDC

6 Analyse

Equateur : énormes défis humanitaires à relever en 2012

8

**La situation humanitaire au Nord Kivu
Plus de besoins pour les populations vulnérables**

10 Reportage

Sud-Kivu : début de l'opération militaire "Amani kamilifu" contre les FDLR

12 Gros plan

Appui considérable du Bureau des Affaires civiles de la MONUSCO à la stabilisation et à la consolidation de la paix

14 Bureau Genre de la MONUSCO : partenariat agissant avec la femme congolaise

Photo couverture :

Des femmes ménagères de Walikale, dans le Nord Kivu, Est de la RDC -
Photo MONUSCO/Myriam Asmani

Edito

✍ Par Penangnini Touré*

Ce Numéro d'Echos de la MONUSCO est consacré à l'humanitaire, un thème dont la pertinence pour la République démocratique du Congo n'est pas à démontrer. A l'origine, il y a l'autorité de l'Etat qui peine à se matérialiser sur l'ensemble du territoire, ce qui engendre une insécurité généralisée, même si celle-ci est mieux contrôlée dans certaines parties du pays que d'autres. Les communautés rurales en sont les premières victimes. En fuyant l'insécurité, elles se trouvent confrontées à des difficultés de survie qui nécessitent une assistance immédiate. Pour y répondre, les agences des Nations Unies lancent chaque année un appel de fonds. Ces fonds arrivent-ils à couvrir ces besoins humanitaires? Voici ce qu'en dit le Coordonnateur humanitaire en République démocratique du Congo, Fidèle Sarassoro :

"Malheureusement, le manque de financement pour répondre à l'ensemble des besoins humanitaires est le problème fondamental auquel nous faisons face au Congo. Certes les donateurs ont toujours été sensibles au sort des populations vulnérables de la RDC en répondant à nos appels précédents, et nous les en remercions infiniment. Cependant au cours de ces dernières années, les financements obtenus n'ont pas été suffisants pour couvrir tous les besoins. C'est pour cela que je lance un appel pressant aux donateurs pour qu'ils fassent preuve de générosité particulière cette année afin que nous puissions couvrir tous les besoins identifiés et ainsi apporter secours et assistance à ces milliers de femmes, enfants et autres vulnérables victimes des forces et groupes armés et plus généralement pour sauver des vies en République démocratique du Congo."

Nous vous invitons à lire, dans les pages qui suivent, l'intégralité de l'interview de Monsieur Sarassoro, y compris des reportages sur le même sujet, ainsi que des articles sur quelques activités de la Mission. ■

***Coordonnateur des Publications**

Directeur de l'Information Publique
Madnodje Mounoubai

Rédacteur-en-Chef
Joseph Tshimanga

Coordonnateur
Penangnini Touré

Infographiste
Jésus Nzambi Sublime

Un nouveau plan d'action humanitaire pour la RDC

Fidèle Sarassoro :
“En 2012, si nous obtenons les financements nécessaires, nous permettrons, entre autres, à 550 000 enfants (congolais), d’aller à l’école...”



Le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies pour la RDC, Fidèle Sarassoro - Photo MONUSCO/Myriam Asmani

Le Plan d’Action humanitaire ou PAH, est un appel de fonds annuel que lance l’Organisation des Nations Unies pour couvrir les besoins humanitaires d’un pays ou d’une communauté. En ce qui concerne la République démocratique du Congo (RDC), la mise en œuvre du plan de cette année va nécessiter la mobilisation de quelque 718 millions de dollars pour répondre aux urgences humanitaires du pays. Quels sont les objectifs du PAH, comment seront utilisés les fonds levés, quels secteurs prioritaires vont-ils couvrir, ces fonds seront-ils suffisants pour les besoins humanitaires identifiés ? Telles sont autant de questions auxquelles Fidèle Sarassoro, le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies, qui est en même temps Coordonnateur humanitaire en RDC, tente de donner des réponses dans les lignes qui suivent.

🗉 **Propos recueillis par Pénangnini Touré**

Echos de la MONUSCO : La communauté humanitaire en RDC a lancé le 1^{er} février 2012 un appel pour apporter de l’assistance à plusieurs millions de Congolais vulnérables. Pouvez-vous nous dire le montant exact de cet appel ?

Fidèle SARASSORO : Nous lançons, à travers le Plan d’ Action humanitaire 2012, un appel à contributions de 718 millions

de dollars américains, un montant qui correspond aux actions que les acteurs humanitaires devraient mettre en œuvre pour prêter assistance à des milliers de communautés qui, du fait des conflits armés, des épidémies, des catastrophes naturelles et de la faiblesse des services sociaux de base, ne peuvent satisfaire des besoins essentiels tels que se nourrir, se soigner, pouvoir boire de l’eau potable,

ou encore pouvoir s’offrir un toit pour protéger leur famille.

En 2012, si nous obtenons les financements nécessaires, nous espérons permettre – entre autres – à 3,5 millions de personnes d’avoir un accès à de l’eau potable, à 550 000 enfants d’aller à l’école, à 600 000 enfants malnutris, dont 154 000 malnutris sévères d’être pris en charge, à près de 5,2 millions de personnes d’avoir

accès à des soins de santé, à plus d'un millier d'enfants associés/sortis des Forces et Groupes armés d'être réinsérés dans leur communauté. Par ailleurs, ce financement contribuera également à assister directement 10 500 victimes de violences sexuelles, à aider plus de 4,3 millions de congolais en insécurité alimentaire et à réhabiliter 2 300 km de routes pour permettre aux humanitaires d'accéder à certaines de ces populations vivant dans les zones reculées.

E. M. : En quoi consiste le Plan d'Action Humanitaire (PAH) 2012 de la RDC ?

F.S. : Le Plan d'Action représente une stratégie commune d'intervention humanitaire des agences des Nations Unies et des organisations non gouvernementales, en complément aux actions du Gouvernement à qui revient la responsabilité première de prêter assistance aux Congolais dans le besoin. Ce plan de la communauté humanitaire vise à répondre de manière coordonnée aux nombreux besoins des populations et redonner espoir aux familles et communautés dont les vies et les moyens de subsistance ont été affectés par des crises récurrentes ou émergentes. Le Plan d'Action humanitaire présente les besoins financiers détaillés par secteur, et les modalités d'intervention envisagées (par exemple à travers des 'foires' aux biens non alimentaires, ou encore par des distributions 'classiques' d'assistance, de vivres, etc.). Il présente aussi comment identifier et cibler les populations qui ont besoin d'aide. Ce document n'est pas simplement une demande de financement, mais c'est tout un plan d'intervention avec des modalités précises, et des types d'activités envisagées.

E. M. : Quels sont les objectifs stratégiques du PAH 2012 ?

F.S. : Pour 2012, les acteurs humanitaires se sont assignés quatre objectifs : 1/ Renforcer la protection des populations civiles dans les zones affectées par les crises armées afin, par exemple, de réduire les nombreuses violations des droits humains qui sont perpétrées contre les populations ; 2/ réduire la morbidité et la mortalité au sein des populations affectées par les crises, par exemple à travers la prise en charge des enfants malnutris ou des campagnes de vaccination et un meilleur accès aux services sociaux de base ; 3/ améliorer les conditions de vie des populations à travers par exemple la distribution des biens de première nécessité ou d'intrants agricoles, la restauration d'infrastructures, l'accès à l'éducation ; 4/ Contribuer à restaurer les moyens de subsistance afin que les populations puissent amorcer le développement socio-économique qui doit se faire avec les programmes de stabilisation et de développement.

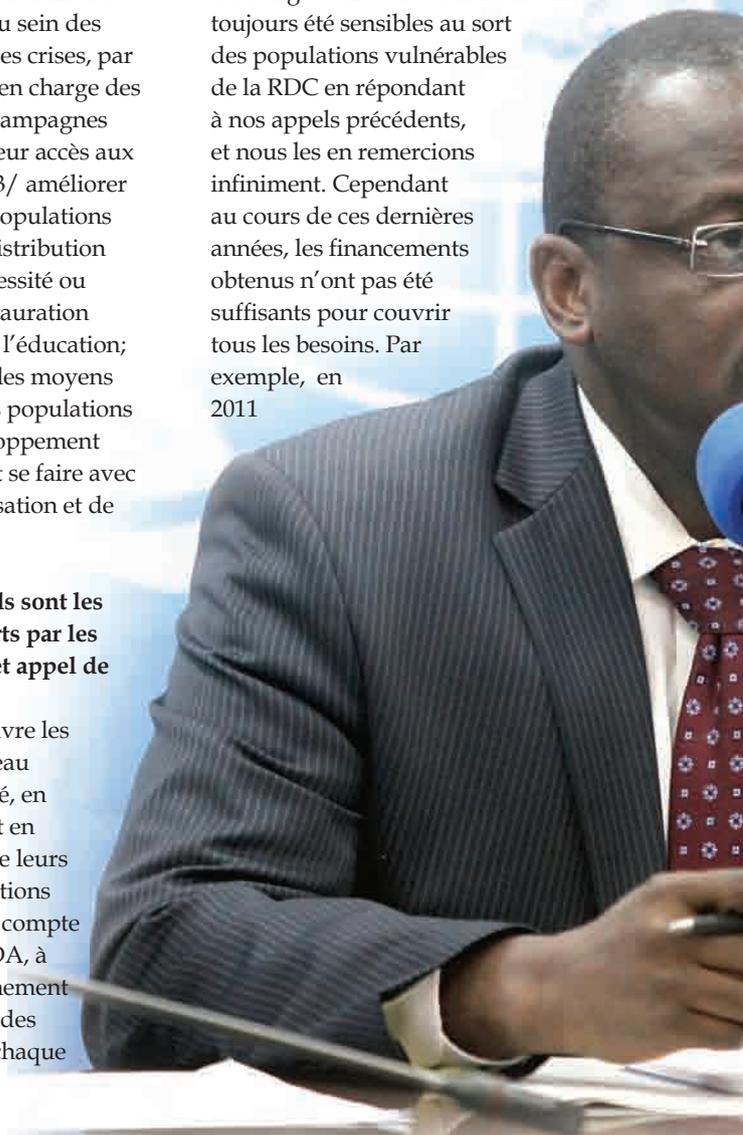
E.M. : Concrètement, quels sont les besoins qui seront couverts par les fonds mobilisés suite à cet appel de fonds ?

F.S. : Le Plan d'Action couvre les besoins en nourriture, en eau et assainissement, en santé, en éducation, en protection et en abris. En outre, au cours de leurs interventions, les organisations humanitaires prennent en compte les aspects liés au VIH-SIDA, à la protection de l'environnement et aux besoins spécifiques des femmes. Elles s'assurent, chaque fois que cela est possible, que leurs interventions

permettent aux communautés de se prendre progressivement en charge.

E.M. : Etes-vous confiant d'arriver à mobiliser la totalité des fonds ?

F.S. : Malheureusement, le manque de financement pour répondre à l'ensemble des besoins humanitaires est le problème fondamental auquel nous faisons face au Congo. Certes les donateurs ont toujours été sensibles au sort des populations vulnérables de la RDC en répondant à nos appels précédents, et nous les en remercions infiniment. Cependant au cours de ces dernières années, les financements obtenus n'ont pas été suffisants pour couvrir tous les besoins. Par exemple, en 2011



ce sont seulement 450 millions des 721 millions de dollars requis que les humanitaires ont pu obtenir. C'est pour cela que je lance un appel pressant aux donateurs pour qu'ils fassent preuve de générosité particulière cette année afin que nous puissions couvrir tous les besoins identifiés et ainsi apporter secours et assistance à ces milliers de femmes, enfants et autres vulnérables victimes des forces et groupes armés et plus généralement pour sauver des vies en République démocratique du Congo.

E.M. : Quels sont les secteurs prioritaires qui seront couverts par les fonds une fois mobilisés?

F.S. : Malheureusement, les projets mis en œuvre ne sont pas toujours ceux qui répondent aux besoins humanitaires les plus urgents, mais plutôt fonction des secteurs que les donateurs ont bien voulu

soutenir. Par ailleurs, les contraintes d'accès et les restrictions liées à l'insécurité limitent également nos possibilités d'action dans certaines zones.

C'est pour moi, en tant que Coordonnateur humanitaire, un défi de tous les jours et une vraie frustration de savoir que par exemple nous ne pourrions pas apporter l'aide nécessaire et à temps à une petite fille qui a été violée dans une zone reculée, ou à une femme mutilée par la LRA (l'Armée de Résistance du Seigneur, NDLR) et qui est rejetée par sa communauté, ou encore que nous ne pourrions pas sauver un enfant atteint de malnutrition sévère car l'aide arrive déjà trop tard pour lui. C'est pourquoi je remercie particulièrement les donateurs qui contribuent au Fonds commun humanitaire en RDC -- le Pooled Fund -- qui est un instrument indispensable permettant de débloquer des fonds rapidement, dans les secteurs urgents les plus prioritaires, pour sauver le plus de vies possibles. Cependant le Pooled Fund ne représente que le quart de tous les financements humanitaires en RD Congo. Le Fonds central d'urgence des Nations Unies géré par OCHA (Bureau des Nations Unies pour la Coordination Affaires humanitaires, NDLR) constitue un autre instrument qui permet d'apporter une aide rapide et ciblée.

E.M. : Quels sont, selon vous, les principaux facteurs de crise en RDC ?

F. S. : La crise humanitaire résulte du croisement de plusieurs facteurs sécuritaires et socio-économiques, notamment un niveau élevé de violence armée dans les provinces de l'Est ; un contexte général de pauvreté et de précarité dans l'ensemble du pays ; des conflits liés

à l'accès à la terre et autres moyens de production, et une faiblesse de l'autorité de l'Etat congolais. Ces facteurs forment un cercle vicieux qui depuis plusieurs années perpétue la crise.

E.M. : Comment le PAH assure-t-il le suivi et l'évaluation une fois que les objectifs à atteindre sont connus et que des moyens adéquats y ont été alloués ?

F.S. : La communauté humanitaire s'est engagée à fournir plus de transparence et à améliorer le suivi et l'évaluation de l'action humanitaire dans un souci de professionnalisme et de responsabilité morale envers les donateurs qui nous financent et envers ceux que nous servons, les populations congolaises. Le suivi et l'évaluation se font à travers un système d'indicateurs ; donc il y a la collecte et la compilation des données, et en dernier lieu l'analyse. La communauté humanitaire s'attelle à améliorer davantage le mécanisme d'évaluation. Par ailleurs, dans un souci de transparence de nos actions, nous mettons à disposition l'immense majorité des informations sur nos actions et sur la situation humanitaire en RDC sur le site www.rdc-humanitaire.net que nous vous invitons tous à consulter. Enfin, une plateforme d'échange entre les responsables des agences humanitaires en RDC et les Ministres congolais concernés est en train d'être mise sur pied. Ce cadre de concertation et d'information permettra de renforcer le dialogue et le partage d'informations avec les autorités congolaises sur toutes nos actions humanitaires en RDC, tout en nous permettant de souligner auprès des autorités les points sur lesquels nous avons besoin de leur soutien afin de maximiser l'impact de nos actions pour le bien des populations congolaises. ■



Point d'eau aménagé par l'ONG Action contre la Faim à Dongo - Photo OCHA/Florent Mehaule

La situation humanitaire de la RD Congo à l'image de celle de l'Equateur

Equateur : énormes défis à relever en 2012

Malgré son statut de province stabilisée- si l'on en croit ce terme utilisé par la communauté internationale en RDC, la province de l'Equateur, dans le Nord-Ouest, est un cauchemar pour les chefs de projets humanitaires.

✂ Par Jean-Tobie Okala et Florent Mehaule

Si à l'Est du pays, principalement dans les zones troublées par les groupes armés, l'accès humanitaire

est restreint à cause de l'insécurité, en Equateur, cependant, ce sont les contraintes logistiques qui empêchent

l'aide humanitaire tant attendue d'arriver aux populations vulnérables. Des besoins humanitaires moins généralisés, plus occasionnels ou spécifiques existent néanmoins dus aux conséquences de tensions intercommunautaires, d'épidémies ou bien d'autres encore.

Dans ce contexte, et sous l'égide du Bureau de la Coordination des Affaires humanitaires (OCHA), les humanitaires œuvrent quotidiennement à renforcer la protection de la population civile, à réduire la morbidité et la mortalité, à améliorer les conditions de vie, et réduire la vulnérabilité des personnes et des communautés, mais aussi à restaurer les moyens de subsistance dans les zones affectées par les crises.

Facteurs d'amenuisement

La plupart des besoins humanitaires en Equateur sont créés par la fragilisation des moyens de subsistance des communautés et du dysfonctionnement des services sociaux de base : santé, éducation et infrastructures. A partir d'avril 2012, début des opérations de rapatriement de quelque 123 000 réfugiés congolais vivant en République du Congo par le Haut-commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) pourrait accroître l'amenuisement de la situation humanitaire tant et si bien que les services sociaux ainsi que des moyens de subsistance sont déjà précaires, et faire ressurgir de vieilles tensions communautaires.

En effet, le conflit qui a secoué le territoire de Kungu (Sud-Ubangui) d'octobre 2009 à juin 2010, est inoubliable. A cela s'ajoutent quelque 200 (sic) conflits locaux non armés recensés dans la Province, qui risquent de ressusciter la violence.

Les principales causes de ces tensions

intercommunautaires sont, notamment, le contrôle et l'exploitation des ressources naturelles, le dysfonctionnement du pouvoir coutumier, les questions foncières récurrentes et les tensions politico-administratives.

Défis et priorités humanitaires

Les acteurs humanitaires, en partenariat avec la Section des Affaires civiles de la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), sont ainsi impliqués au quotidien dans la résolution pacifique de ces conflits. Malgré tout, l'année 2012 s'annonce avec beaucoup de défis pour la communauté humanitaire en Equateur.

La présence de plus de 12 700 déplacés internes, et les besoins humanitaires de quelque 126 000 personnes retournées et 11 000 autres rapatriées spontanées constituent la principale priorité d'assistance dans les zones du Sud-Ubangui jadis touchées par le conflit. L'accès aux services de santé est également une priorité dans une province où les épidémies de toutes sortes (choléra, méningite, rougeole, fièvre hémorragique, fièvre jaune, paludisme avec anémie, et poliomyélite) sont signalées d'une manière cyclique et nécessitent une attention particulière.

Le choléra a, d'ailleurs, frappé la province de plein fouet en 2011, touchant pas moins de 31 Zones de santé sur les 69 que compte la province. A ce jour, un peu plus de 3 040 cas de l'épidémie dont 163 décès ont été enregistrés. Le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (Unicef) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) accompagnées des ONG nationales et internationales partenaires ont dû apporter leur soutien aux autorités sanitaires provinciales dans la mise en



Appui de la FAO aux démobilisés à M'bandaka - Photo FAO-RDC

œuvre de la riposte contre le choléra. Notamment par l'ouverture d'un centre de traitement du choléra, la chloration et la désinfection des points d'eau, le renforcement des capacités des relais communautaires et la sensibilisation de la population. C'est grâce à ces actions conjointes que l'épidémie a été maîtrisée dans la province depuis le 1er décembre 2011.

Mais le véritable défi en Equateur reste l'engagement de programmes à long terme visant à améliorer les conditions de vie et à restaurer les moyens de subsistance des communautés. C'est dans cette optique qu'interviennent l'Organisation pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO) et le Programme alimentaire mondial (PAM) ; alors que 17% des ménages de la

Province sont en insécurité alimentaire chronique.

La construction d'infrastructures agricoles et la réhabilitation des routes de desserte agricole contribueront à l'essor économique des ménages et, par le fait même, au développement de la province dans son ensemble. Pour appuyer ce changement d'approche du court terme vers le long terme, OCHA travaille au rapprochement et au dialogue entre humanitaires et mène des actions de plaidoyer pour l'octroi de financements qui contribueront à résorber les faiblesses structurelles de la province. D'ici là, la communauté humanitaire continuera "à scruter le ciel", espérant qu'après la pluie – entendez les difficultés et défis du moment – ce sera (enfin !) le beau temps pour la belle la Province. ■

La situation humanitaire au Nord Kivu

Plus de besoins pour les populations vulnérables

Dans le Nord Kivu, “les besoins humanitaires restent changeants et exigent une approche dynamique”, a estimé le chef du Bureau de la coordination des Affaires humanitaires des Nations Unies, Karen Perin, lors du lancement officiel du Plan d’Action humanitaire (PAH) pour la République démocratique du Congo le 10 février 2012 à Goma.

✂ Par Alexandre Essome

Dans cette province de l’Est du pays, la situation sécuritaire reste volatile avec pour corollaire une détérioration de la situation humanitaire. A ce jour, les humanitaires

estiment le nombre de déplacés à plus de 500.000. Les besoins humanitaires se présentent avec plus d’acuité dans les territoires de Walikalé, Rutchuru et Masisi. La particularité dans ces

trois territoires étant que c’est toujours au moment où les déplacés attendent le plus d’assistance que la tension monte, avec des attaques des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR). Ces attaques mettent en danger non seulement la vie de ceux qui ont besoin de l’assistance (les déplacés), mais également celle de ceux qui doivent la procurer (les humanitaires). D’où, selon OCHA la situation humanitaire au Nord Kivu est non seulement volatile, mais elle est également extrêmement grave, et mérite une attention toute particulière.

Pour OCHA et ses partenaires, les priorités humanitaires dans ces zones dépendent des besoins des populations et de leur emplacement. Dans certains endroits, ce sont des vivres ou des biens non-alimentaires, tandis que dans d’autres, les besoins en eau et en



Un groupe de femmes à Walikale, Nord Kivu - Photo MONUSCO/Sylvain Liéchti



Des femmes déferlent l'artère principale d'une localité du Nord Kivu - Photo MONUSCO/Sylvain Liehti

assainissement sont énormes pour les populations vulnérables.

Dans ces conditions, il est difficile d'aborder le problème, du moins pour les humanitaires de la province, sous un angle qui impose un plan unique pour l'ensemble de ces populations. *"Tout plan doit être fonction de la situation spécifique des populations vulnérables"*, dit madame Perin. Le PAH 2012 atteste de cette volonté des humanitaires d'avoir une intervention multiforme dans la province qui offre une gamme variée de programmes qui couvrent les besoins en eau, en santé, en nutrition et en protection.

Cependant, pour l'abbé Oswald Musoni, directeur de CARITAS développement à Goma, qui avait pris part à la cérémonie du lancement du

PAH, les organisations humanitaires nationales doivent mettre la priorité sur la sécurité alimentaire. *"Nous estimons que la sécurité alimentaire reste une priorité pour pouvoir subvenir aux besoins alimentaires de notre population"*, soutient-il. Pour CARITAS développement, cette demande est particulièrement plus pressante à Walikalé et dans le Masisi, deux territoires où les paysans avaient abandonné leurs champs en se réfugiant dans les camps de déplacés. De retour dans leurs villages, ils ont besoin de se réinstaller avant de reprendre leurs activités champêtres. Les évaluations faites à ce sujet concluent que les populations vulnérables avaient tout perdu au moment où elles fuyaient les attaques armées. Pour les aider, il faut parer au plus pressant, subvenir à leurs

besoins alimentaires, et les équiper d'outils aratoires et de semences.

Le gouvernement provincial a pris part à l'élaboration de ce plan d'action humanitaire par l'entremise de son ministre en charge du budget, Juma Balikwisha.

Rappelons que le plan national humanitaire 2012 vise à mobiliser 718 millions de dollars pour la République démocratique du Congo. Une bonne partie de cet argent sera allouée aux interventions urgentes des 500 mille personnes déplacées dans la province du Nord Kivu. Eu égard à la gravité de la situation humanitaire de cette province, il s'agira de trouver les lignes directrices communes pour répondre aux besoins les plus urgents de la population vulnérable. ■

Sud Kivu : début de l'opération militaire "Amani Kamilifu" contre les FDLR

La Mission de l'Organisation de Nations Unies pour la Stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) et les Forces armées de la République démocratiques du Congo (FARDC) ont lancé, le 15 février 2012, une opération militaire conjointe dénommée « Amani Kamilifu » (renforcer la paix) contre les Forces démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR) dans les territoires de Shabunda, Mwenga, Kalehe et Kabare.

✂ Par Biliaminou Alao

Prévue pour durer environ 60 jours, cette opération a pour but de traquer environ 500 éléments FDLR dans la zone affectée, déloger les 1200 autres estimés encore actifs dans le Sud Kivu et les contraindre à se rendre dans le cadre du programme de leur rapatriement au Rwanda. Cette action conjointe fait suite à diverses attaques récentes des FDLR contre les populations au Nord de Shabunda et au Sud-Est de Mwenga, provoquant le déplacement de milliers de personnes.

Après le départ des compagnies des FARDC en formation au début de l'année 2010, les FDLR se sont appropriés les zones vides ainsi créées, occupant les sites stratégiques de Kabulu, Misima, Katombi, Biangama, Gombo, Mulungu, Nianzi, Ngoma, Kashei, tous situés dans un rayon de 45 à 200 km autour de Shabunda. Dans cette zone riche en ressources minières

et autres ressources naturelles dont les rebelles ont le monopole, règne une insécurité criarde caractérisée par des enlèvements de personnes pour

populations, accompagnées de viols, incendies, et autres actes de violence.

Ces attaques des FDLR se sont accentuées au début du mois de janvier

2012 par des représailles à l'encontre des villages accusés de soutenir le groupe local d'auto-défense Mai Mai Rai Mutomboki, mis en place par les villageois pour se protéger et bouter les FDLR hors de la zone. Ces attaques ont occasionné la mort de près de 45 personnes, accompagnées de pillages systématiques et de destruction de biens, notamment à Kwantamba, Mugadilo, Luyuyu, et Ngolombe, tous des villages situés dans un rayon d'une centaine de kilomètres autour de Shabunda. A la suite de ces incidents, des déplacements internes massifs ont été constatés

notamment de Ngolombe, Mugadilo, Kwantamba et Luyuyu. Près de 2500 personnes sont arrivées à Nindja, entre



Des soldats FARDC s'appêtent pour une patrouille conjointe avec la Force de la MONUSCO - Photo MONUSCO/DDRRR Sud Kivu

transporter leur butin ou pour demander des rançons, mais également des attaques à mains armées perpétrées contre les

1000 à 1200 déplacés ont été enregistrés à Ngandu, tandis que 350 à 400 personnes sont arrivées à Nzovu tout comme à Nzibira.

Les premières actions de la MONUSCO pour protéger les populations civiles

La MONUSCO a, dès le 5 janvier 2012, visité le centre de santé de Nzibira pour s'enquérir de l'état des blessés et échanges avec eux. A la suite de ces échanges, les premières patrouilles motorisées ont été organisées jusqu'à Lubimbe-II, limite de la zone accessible par voie routière, pour évaluer la situation.

La Brigade a, par la suite, organisé en coordination avec les FARDC, des missions de surveillance et de reconnaissances aériennes des zones affectées afin de collecter des informations. Fort de cela, un déploiement statique de combat a été effectué à Lubimbe-II et Katshungu. Le 6 janvier 2012, une autre reconnaissance aérienne a été conduite pour un déploiement statique de combat d'une force spéciale égyptienne à Kigulube pour assurer la protection des populations. Le 7 janvier 2012, pour décourager les groupes armés de lancer des attaques contre les populations, des vols de surveillances aériennes et des activités de démonstration de force ont été organisées. Il s'agit notamment des vols à basse altitude avec des hélicoptères Puma et des patrouilles motorisées et pédestres dans les zones affectées.

C'est à l'issue de toutes ces actions que le commandant de la Brigade du Sud Kivu et la hiérarchie FARDC ont entamé des discussions qui ont abouti à la décision de mener une opération militaire conjointe contre les FDLR. Toutefois, cette opération ne sera mise en œuvre



Casques bleus et éléments FARDC en discussion - Photo MONUSCO/DDRRR Sud Kivu

qu'après avoir pris toutes les dispositions nécessaires pour appliquer les mesures de conditionnalité de la participation de la MONUSCO dans de telles opérations.

La participation des civils

L'objet de la participation des composantes civiles de la MONUSCO est de veiller au respect des conditionnalités de la participation de la Mission à des opérations conjointes avec les FARDC en écartant tous les soldats qui se sont rendus coupables d'exactions. Cette participation permet de faire le suivi des opérations pour s'assurer qu'il n'y a pas de violation des droits de l'homme, ni de participation d'enfants dans les conflits, et de veiller à ce que les auteurs reconnus coupables de violations éventuelles, soient arrêtés poursuivis et jugés devant les tribunaux compétents.

Les sections des Droits de l'Homme, Protection de l'Enfant, Affaires civiles, et le programme de Démobilisation, Désarmement, Réinsertion, Rapatriement

et Réintégration (DDRRR) de la MONUSCO travaillent ensemble pendant ce type d'opérations pour prendre en compte toutes les conséquences qui découleraient des affrontements, et alerter la communauté humanitaire sur les besoins éventuels d'assistance. Cette démarche renforce aussi le rôle des militaires en matière de protection.

Le soutien militaire de la MONUSCO aux FARDC

Conformément à son mandat, la MONUSCO apporte son soutien aux FARDC pour mettre hors d'état de nuire les FDLR dans les territoires de Shabunda, Mwenga, Kalehe et Kabare. Bien que les opérations soient planifiées conjointement, le rôle de la MONUSCO sera simplement d'assurer la logistique. La MONUSCO est également chargée des reconnaissances aériennes des zones affectées pour faciliter les patrouilles motorisées conjointes avec les FARDC. ■

Appui considérable du Bureau des Affaires civiles de la MONUSCO à la stabilisation et à la consolidation de la paix

Le Bureau des Affaires civiles de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) est l'un des services organiques de la mission. Dans le but de contribuer à la mise en place de conditions favorables pour la stabilisation et la consolidation de la paix en République démocratique du Congo (RDC), et conformément à son mandat, cette section met en œuvre des activités d'appui, aussi bien aux autorités congolaises qu'à la société civile, pour la résolution des conflits et la réconciliation communautaire sur l'ensemble du territoire national.



Accolade entre deux chefs de villages – Photo Search for Common Ground

✎ Par Kodzo Segla

Pour y parvenir, la section Affaires civiles s'appuie sur une approche méthodologique en cinq étapes, à savoir : (i) la cartographie des conflits ; (ii) la catégorisation ; (iii) la "priorisation" ; (iv) la recherche de solutions durables, et (v) le suivi-évaluation.

Depuis 2008, la cartographie des conflits faite dans les provinces révèle qu'il y a un nombre important de conflits inter ou intra-communautaires qui, souvent s'aggravent, causant de nombreux dégâts humains et matériels, ainsi que le déplacement des

populations. Un total de 1.302 conflits ont été enregistrés dans la base de données de la MONUSCO à la fin du mois de décembre 2011, la majorité étant des conflits fonciers et ceux liés au contrôle du pouvoir coutumier.

L'exercice de "priorisation" de ces conflits est en cours dans toutes les provinces à travers l'organisation de 14 ateliers avec la participation des autorités locales, de la société civile et des agences du système des Nations Unies. Cet exercice va permettre d'identifier les conflits prioritaires relevant de la catégorie des conflits

ouverts et/ou latents ayant un niveau élevé d'intensité et d'extension, ainsi que des conséquences néfastes sur la protection des civiles, la sécurité et la cohésion sociale. Ceci permettra également de définir les zones prioritaires d'intervention en appui aux ministères de l'Intérieur et du Plan.

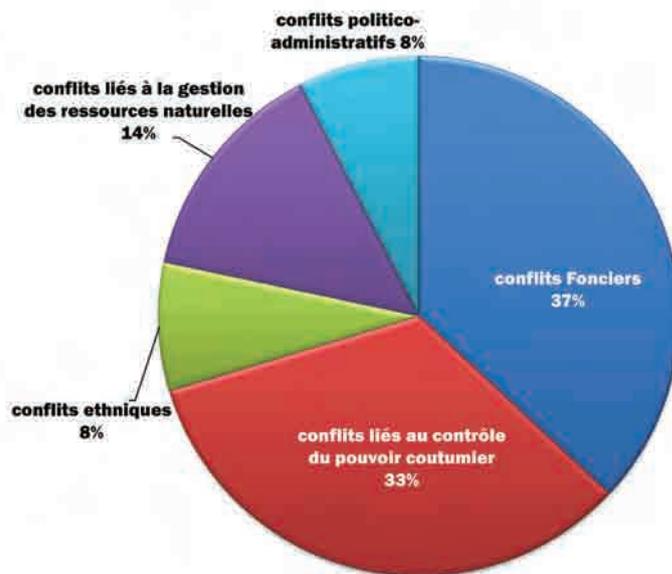
En vue d'accompagner les communautés et les parties en conflits à trouver des solutions durables à certains conflits prioritaires et de forte intensité, les Affaires civiles ont réalisé, en collaboration avec d'autres acteurs, une série d'activités suivies

de résultats concrets sur le terrain. Les résultats les plus en vue sont l'appui à la résolution du conflit qui opposait les localités d'Enyele et de Munzaya dans le secteur de Dongo en province de l'Equateur. En 2009, ce conflit avait causé d'énormes pertes en vies humaines, ainsi que le déplacement de plus de 160.000 personnes. L'appui et l'accompagnement apportés par les Affaires civiles, en collaboration avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR) et l'ONG Internationale Search for Common Ground (SFCG), ont permis la signature du pacte de non-agression entre les deux localités le 31 mars 2011 et la mise sur pied de cinq comités locaux de conciliation dans cinq grandes localités où la cohabitation entre ethnies était difficile suite au conflit. Il s'agit notamment de Gemena, Dongo, Bokonzi, Bozene, et d'Enyele/Munzaya.

En vue d'accompagner les autres provinces, où les conflits inter et/ ou intra-communautaires sont plus

sévères, notamment dans les provinces du Bandundu, du Kasai Oriental et du Kasai Occidental, la section des Affaires civiles a identifié et formé des experts locaux en résolution de conflits, en négociation, en médiation et en transformation pacifique des conflits avec l'appui technique de Search for Common Ground. Les experts locaux sont chargés, avec l'appui et le suivi des Affaires civiles, d'accompagner les parties en conflits à trouver des solutions durables aux conflits prioritaires identifiés.

Dans le cadre du suivi-évaluation, un appui technique est apporté aux membres des comités locaux de conciliation afin qu'ils puissent jouer



pleinement leur rôle de facilitateur et surtout d'alerte précoce. C'est dans ce cadre que les Affaires civiles ont initié et mis en œuvre un projet à impact rapide ayant permis la construction d'une maison des médiateurs dans la ville de Kananga au Kasai Occidental. A Dongo dans la province de l'Equateur, c'est une radio communautaire qui a été créé avec la participation de la MONUSCO, UNHCR, le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF), le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) et le Programme des Nations Unies pour le Développement (UNDP).

Pour l'année 2012, les Affaires civiles de la MONUSCO envisagent de faciliter l'organisation de 20 ateliers dans 10 provinces afin d'assister les autorités congolaises pour la résolution des conflits prioritaires identifiés après "priorisation" de ceux-ci. Cette approche méthodique des Affaires civiles servira sûrement de base pour la mise en œuvre du Programme pour la Consolidation de la Paix. ■



Experts locaux formés à Mbuji Mayi (Kasai Oriental) – Photo Affaires Civiles /MONUSCO

Bureau Genre de la MONUSCO : partenariat agissant avec la femme congolaise

Par **Elsie Effange-Mbella** et **Dominique Bassinga**

Le Bureau Genre de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) a, sans relâche, répondu présent aux côtés des femmes congolaises à travers l'organisation de nombreuses activités de sensibilisation. Activités visant à renforcer

fondées sur le genre perpétrées par les groupes armés durant, pendant et après les conflits. L'objectif majeur est de renforcer les capacités des femmes et des filles rurales, afin qu'elles s'engagent plus efficacement dans les mécanismes de protection des civils et de consolidation de la paix tout en luttant contre

la résolution 1325 du Conseil de Sécurité (31 octobre), la Marche mondiale des Femmes qui eu lieu à Bukavu en 2011, les 16 jours d'activisme contre les violences faites aux femmes, et la Journée internationale de la Femme rurale, sont autant d'opportunités chaque année dans la stratégie de mobilisation du gouvernement, de la société civile et des partenaires internationaux en faveur d'actions multiformes destinées à soutenir les femmes et les filles vivant en milieu rural. Ces femmes et filles représentent plus de 60% des forces productives de la RDC.



La chef de l'Unité Genre de la MONUSCO, **Elsie Effange Mbella** - Photo MONUSCO/Myriam Asmani

les capacités analytiques des femmes et jeunes filles vivant en milieu rural en vue de leur meilleure implication et contribution aux initiatives de prévention et de réponse aux violences faites aux femmes, notamment les violences sexuelles et les autres formes de violences

l'impunité et pour le respect des droits des femmes en République démocratique du Congo (RDC).

Les journées commémoratives les plus importantes telles que la Journée internationale de la Femme (8 mars), le jour anniversaire de l'adoption de la

Soutien

C'est dans ce contexte que le Bureau Genre de la MONUSCO a initié et soutenu des programmes et projets conçus pour encourager les efforts des femmes rurales évoluant dans la reconstruction sociale, et mener des plaidoyers en faveur du renforcement continu de leurs capacités de sorte à leur permettre de s'assumer pleinement dans la lutte contre les violences sexuelles et autres formes de violences fondées sur le genre.

Dans la mise en œuvre de cette stratégie, le Bureau Genre s'appuie sur les services de la Division de l'Information publique de la MONUSCO à travers les conférences de presse, les programmes spécialisés de Radio Okapi, les spots audiovisuels, les publications, les bulletins d'information et le site Internet de la mission.



Femmes rurales en liesse - Photo d'archives

En outre, la MONUSCO a produit divers supports didactiques pour les femmes et les hommes vivant en milieu rural. A cet égard, le Bureau Genre a servi de catalyseur pour identifier les besoins spécifiques des femmes vivant en milieu rural, et parmi lesquels les besoins en vêtements, l'accès à l'information, les formations en matière de plaider en faveur de leurs droits. En 2009 et 2010, le Bureau Genre a fait confectionner 1000 pages sensibilisateurs comportant des messages pertinents (en langues locales) sur les types de violences commises contre les femmes, spécifiquement dans les zones rurales, et les bases légales pour prévenir et répondre à ces crimes. Ces pages ont été largement utilisés par les formateurs -- tant au sein de la MONUSCO qu'à l'extérieur -- pour sensibiliser les femmes rurales sur leurs droits. Ils ont été portés avec fierté aussi bien par les femmes que par les hommes congolais afin de transmettre les messages véhiculés à leurs familles, collègues, voisins, etc.

3^{ème} Foire de l'Entrepreneuriat Féminin (Edition 2011)

La foire pour les femmes entrepreneures -- supportée par le groupe thématique Genre du Système des Nations Unies -- a été initiée et coordonnée par le Bureau Genre de la MONUSCO afin que les femmes congolaises puissent exposer leurs productions. Cette foire a reçu la visite de plus de 10.000 personnes, et a permis de renforcer le partenariat entre le ministère du Genre et la Première Dame de la RDC, les autres institutions nationales, la MONUSCO, les agences du Système des Nations Unies, le corps diplomatique, la société civile y compris les ONG et les coopératives rurales.

Les objectifs majeurs de la foire consistent à mener le plaidoyer en faveur des droits des femmes et du renforcement de leurs capacités. Les femmes vivant en milieu rural ont été soutenues financièrement afin de transporter, sans coûts additionnels, leurs produits sur le lieu de la foire. Elles ont pu participer à plusieurs

conférences relevant des domaines du management économique, de la santé publique, de l'éducation, du politico-administratif, du judiciaire et sécuritaire et de l'information sur les mandats et les activités des agences du Système des Nations Unies.

La foire a permis aussi de réduire l'écart entre les communautés marginalisées et les autorités publiques en favorisant, pendant quelques jours, des contacts directs avec des officiels au plus haut niveau et l'échange d'informations entre ONG et bailleurs potentiels.

En sus, la foire de l'entrepreneuriat féminin a valorisé et donné plus de visibilité au travail des femmes vivant en milieu rural en les impliquant dans les différentes discussions en cours.

L'édition 2012 de la foire de l'Entrepreneuriat féminin a été ouverte, le lundi 5 mars dernier, sur le thème : *"Investissons dans la femme rurale et la jeune fille pour un avenir meilleur"* en présence de plusieurs hautes personnalités du gouvernement congolais et de la communauté internationale.

Le Bureau Genre primé pour ses efforts en faveur de la femme congolaise

L'indicateur le plus récent de la reconnaissance du travail du Bureau Genre en matière de mobilisation des autorités et des populations locales sur les questions d'intégration du genre en RDC est le prix « Mama Award » qui lui a été décerné en mai 2011 par un magazine local. Un prix similaire a été décerné à la section Genre de Goma pour son rôle en matière de mobilisation et de galvanisation des réseaux de femmes rurales afin de mener le plaidoyer en faveur de la promotion des droits des femmes. ■

INVESTISSONS

Dans la FEMME rurale et la JEUNE FILLE
pour un AVENIR MEILLEUR



Pour nous contacter :

12, avenue des aviateurs - Kinshasa/Gombe - Tél. : (243) 81 890 6583 - (243) 81 890 6885 - site web : www.monusco.org



www.facebook.com/monusco.org



twitter.com/MONUSCO



www.youtube.com/MONUSCO



Séropositif au VIH, j'ai décidé de sortir de l'ombre

